

**Convention collective départementale**

IDCC : 82. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MÉCANIQUES  
DU TERRITOIRE DE BELFORT  
ET DES RÉGIONS LIMITOPHES**  
**(28 mars 1955)**

**AVENANT DU 20 JUILLET 2005**

RELATIF À L'INDEMNISATION DE LA MALADIE ET DE LA MATERNITÉ

NOR : ASET0551150M

IDCC : 82

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de Belfort -  
Montbéliard,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

FO,

D'autre part,

conformément au principe d'exécution de bonne foi des conventions, et prenant acte de ce que le législateur a décidé de mettre à la charge des titulaires de revenus la CSG et la CRDS, et de ce que les parties signataires de l'accord national du 26 février 2003 sur la santé et la sécurité du travail ont entendu préciser quant à l'incidence de ces dispositions législatives sur les stipulations en vigueur relatives à l'indemnisation de la maladie et de la maternité, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'alinéa 5 du paragraphe 1 de l'article 4 des clauses particulières aux ouvriers de la convention collective de la métallurgie de Belfort - Montbéliard est complété par la phrase interprétative suivante :

« Sans préjudice de dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant avant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

## **Article 2**

L'alinéa 4 de l'article 21 *bis* des clauses particulières au personnel mensuel de la convention collective métallurgie de Belfort - Montbéliard est complété par la phrase interprétative suivante :

« Sans préjudice de dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant avant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

## **Article 3**

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-2 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Belfort, le 20 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)